

Vers la disparition de l'eau au Yémen

En janvier 2015, la prise du palais présidentiel par les miliciens houthistes et la démission de l'exécutif marquent un nouvel épisode dans les conflits qui déchirent le Yémen depuis le soulèvement de 2011. Derrière l'instabilité politique chronique et la montée de la violence, un constat, celui des manquements d'un État dit « failli », notamment pour assurer les besoins de première nécessité de ses habitants, particulièrement le plus crucial : l'eau.

Le Yémen consomme en moyenne 3,5 milliards de mètres cubes d'eau par an, soit 1,4 milliard de mètres cubes de plus que ses réserves d'eau renouvelables. Il puise donc dans ses ressources fossiles, alors que la disponibilité annuelle par habitant est de 85 mètres cubes, soit en dessous du seuil de pénurie estimé à 1 000 mètres cubes par la Banque mondiale. L'institution considère que le Yémen pourrait ne plus avoir de réserves d'eau souterraine dès 2040.

Dès les années 1970, l'État a poussé les agriculteurs à puiser dans les nappes phréatiques. L'objectif était d'encourager la production de nourriture, alors que le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que 41 % de la population

est en situation d'insécurité en 2014. Cette politique est un échec, la culture du qat, plus profitable mais gourmande en eau, occupant près de 40 % des terres arables au Yémen et continuant de croître (cf. document 1 et carte 2). Une gestion réfléchie des ressources en eau est rendue plus complexe par l'augmentation démographique rapide, de 7,9 millions en 1980 à 24,9 millions en 2014, selon la Banque mondiale.

DES VILLES SANS EAU

Toujours d'après l'institution, seuls 47 % de la population rurale ont accès à une source d'eau purifiée. Elle fuit la misère en s'installant dans les villes, où la situation est pourtant inquiétante. À Sanaa, la capitale, dont l'aire métropolitaine

Arabique (AQPA) tire une partie de ses soutiens de ses efforts pour fournir en eau douce les populations des régions qu'elle contrôle, principalement dans la partie orientale du pays. La prise du pouvoir par la rébellion houthiste en janvier 2015 a été suscitée par la tentative de lever des subventions sur l'essence en juillet 2014. Avec le pétrole, c'est aussi le coût d'extraction de l'eau qui devient insoutenable.

DES RÉFORMES DIFFICILES

Les difficultés politiques et administratives du Yémen rendent toute réforme longue à mettre en œuvre, en dépit de l'urgence de la situation. La loi sur l'eau votée en 2002 affirme pour la première fois la rareté des ressources souterraines et tente de réguler leur extraction, en créant par exemple des comités locaux de gestion de l'eau. Leur succès relatif illustre la capacité d'organisation des communautés rurales et peut fournir le fondement d'une politique nationale participative. Les inégalités économiques et sociales sont toutefois souvent renforcées par les potentats locaux sur lesquels l'État exerce un contrôle minime. Les leaders traditionnels ont en effet la mainmise sur une grande partie des terres et des réserves aquifères.

Un secteur privé se développe avec l'extraction et la purification d'eau pour la revendre aux habitants. Les prix augmentent en parallèle pour atteindre 23 dollars par mètre cube dans le privé (7 dollars en 1996), contre 4,5 dollars (3 dollars en 1996) dans le public. Pour les populations qui ne peuvent s'acheter de l'eau propre, la consommation d'eau non purifiée est source de nombreuses maladies.

Le projet de construction d'une usine de dessalement dans la cité côtière de Moka, à environ 90 kilomètres de Taz, est évoqué dès 2008. Il répondrait au besoin d'eau de la ville et permettrait notamment de desservir à terme Ibb. En raison de son coût, estimé à plus de 300 millions de dollars, les travaux n'ont toutefois toujours pas commencé. L'instabilité politique ne cesse de remettre en cause les négociations pour le financement du projet, menées notamment auprès du Fonds saoudien pour le développement. La prise de pouvoir à Sanaa par les houthistes pose un frein de plus à ces discussions, l'Arabie saoudite étant peu encline à aider un groupe officiellement soutenu par l'Iran.

Les espoirs suscités par la réussite de projets locaux ne peuvent suffire à modifier les perspectives désastreuses du pays sans réformes d'envergure rapides. Le cercle vicieux de l'instabilité politique, de l'incurie du pouvoir et de la misère trouve une illustration particulièrement inquiétante dans les enjeux de la gestion de l'eau au Yémen. ●

C. R.